

# Déclaration FSU

**CDEN 19 du 08.02.2022**



Madame la Préfète, madame la vice-présidente du conseil départemental, Monsieur le Directeur Académique, Mesdames et Messieurs les élus, Mmes et Messieurs les représentants des parents d'élèves.

Le quinquennat du président Emmanuel Macron touche à sa fin. Le bilan de sa politique éducative, orchestrée par le ministre Jean Michel Blanquer est des plus catastrophique pour les personnels mais également pour les élèves. La loi de transformation de la fonction publique, le gel du point d'indice, l'instauration de la journée de carence, le retrait de la quasi-totalité des compétences des commissions paritaires, la suppression actée des CHSCT, autant de mesures qui auront contribué à rompre le dialogue social et éloigner un peu plus le ministre de ses personnels.

Pendant cinq ans, les personnels n'auront pas été « choyés » mais bel et bien méprisés.

Nous sommes ici aujourd'hui pour préparer une rentrée qui, nous n'en doutons pas, sera encore compliquée. Après deux ans d'une crise sanitaire sans précédent comment ne pourrait-elle ne pas l'être ?

Elle sera compliquée car, quelle que soit la situation sanitaire à la rentrée de septembre, les élèves qui nous sont quotidiennement confiés porteront encore les séquelles des confinements et d'une volonté de garder coûte que coûte les écoles ouvertes affirmée et brandie par notre ministre avec fierté.

L'école est ouverte, le politiquement correct est assumé, l'affichage médiatique assuré.

L'école est ouverte, et nous nous en félicitons, mais grâce à qui ? Dans quelles conditions ? et à quel prix ?

- Des classes vides en raison des nombreuses absences, des élèves qui vont et viennent au fil des jours,
- Une discontinuité pédagogique rendant quasi impossible la mission première des enseignants : enseigner et faire réussir les élèves
- La diffusion du virus à son maximum
- Des remplacements en berne aussi bien dans le premier degré (30% d'absences non remplacées en janvier ! ) que dans le second ;

- des équipes de direction, de vie scolaire submergées, des enseignants épuisés, des agents débordés par des protocoles sanitaires multiples, inapplicables, maltraitants pour tous, que ce soient les équipes éducatives, les élèves, ou les familles.

Voilà le vrai bilan d'une gestion de la pandémie calamiteuse. Un choix a été fait- et non assumé- celui de la diffusion massive du virus chez nos élèves (selon les chiffres du rectorat lui-même : 600 cas sur notre académie la première semaine de janvier, près de 8000 la semaine dernière).

Pour autant la FSU réaffirme ici que l'école doit rester ouverte mais de façon sécurisée, sanctuarisée, bienveillante pour tous.

Cette situation sanitaire ne fait que mettre en lumière les manques chroniques de personnels et d'investissement dans le Service Public d'éducation, manques que nous dénonçons depuis plusieurs années.

Et pourtant la carte scolaire pour le premier degré que nous allons examiner ce jour est une nouvelle fois basée sur une dotation nulle pour la Corrèze. Cette dotation neutre va contribuer une nouvelle fois à dégrader la situation.

Depuis deux ans nous alertons régulièrement rectorat et direction académique sur les difficultés croissantes de nos élèves, auxquelles les équipes doivent faire face.

Certes Monsieur le Directeur Académique pourra afficher un bilan montrant que la Corrèze est le bon élève espéré par le ministère les objectifs des priorités nationales étant quasi atteints. Mais les enseignants et familles ne peuvent que constater que, le terrain, s'il est écouté, n'est encore une fois ni entendu ni pris en compte.

Quelques signaux forts sont indispensables et attendus par tous, ils s'imposent aujourd'hui urgemment :

- Créer enfin au niveau du rectorat de Limoges une liste complémentaire au concours dans l'académie (seule académie à ne pas l'avoir fait malgré nos demandes répétées depuis 4 ans) ce qui aurait permis aujourd'hui d'avoir des personnels recrutés de manière pérenne et formés

-le refus de demander au ministère une dotation complémentaire dans les 300 postes pourtant mis en réserve

- Renforcer enfin significativement les équipes dédiées au remplacement

- Recréer rapidement des équipes spécialisées pour aider à la prise en charge et à l'accompagnement des trop nombreux élèves en difficulté scolaire.

- mettre fin à la précarisation massive des personnels mise en place par un recours grandissant aux contractuels, aux AESH sous-payé·e·s et maintenant aux retraités.

-Avoir plus d'adultes dans nos établissements du second degré (plus d'enseignants, d'AED, d'AESH, de CPE, d'infirmiers)pourtant cette année encore la rentrée sera marquée par des suppressions d'emplois dans le secondaire : 15 emplois qui s'ajoutent aux 83 déjà perdus depuis 2018 que le recours aux HSA ne saurait compenser

- Soulager administrativement et pédagogiquement, par des mesures non coûteuses financièrement, des équipes surengagées et épuisées. On ne peut continuer plus longtemps à faire comme si de rien n'était en mettant à mal le cœur du métier d'enseignant par la multiplication d'outils d'évaluation et de prescription, par la caporalisation de la formation, l'instauration de hiérarchies entre les personnels.

- Renoncer dans ce projet de carte scolaire en Corrèze aux mesures qui pénalisent davantage les élèves les plus éloignés de l'école dans les secteurs les plus défavorisés et les élèves en situation de handicap

Ceci doit être le préalable afin d'atténuer les méfaits de cette pandémie, d'assurer un encadrement de qualité pour les élèves.

Mais cette année encore notre ministère, fait le choix de rendre des dizaines de millions au budget de l'Etat alors qu'il y a tant de besoins non couverts.

La FSU demande qu'une véritable priorité soit accordée au système éducatif, qu'une école bienveillante soit enfin instaurer. La FSU réaffirme, une fois de plus, que notre service public d'éducation a besoin de moyens, de confiance, d'amélioration des conditions de travail dans le premier comme dans le second degré pour une vraie réussite de nos élèves.

Merci pour votre attention.